



Jatropha ! Une aberration pour le Mozambique

Résumé



Justiça Ambiental &
União Nacional de Camponeses
August , 2009

Introduction

Au Mozambique, le débat sur les agrocarburants a beaucoup évolué au cours de ces cinq dernières années, alimenté par la spéculation et le boom de la demande, ainsi que par les promesses des investisseurs étrangers. Les investisseurs ont obtenu le droit de louer 5 millions d'hectares de terres au Mozambique rien qu'en 2007, ce qui correspond à un septième de la surface agricole du pays. Dans le même temps, le gouvernement s'est engagé à créer des conditions extrêmement favorables aux investisseurs étrangers, au détriment des droits les plus élémentaires des citoyens mozambicains. Un exemple ? La « Politique et stratégie nationale en matière d'agrocarburants » élaborée par la Banque mondiale, sans aucune participation de la société civile, dépourvue de toute transparence et rendue publique uniquement après avoir été ratifiée et approuvée par le Parlement.

Compte tenu de la sécheresse du climat sec qui règne en Afrique et du volume important de terres à faible rendement, le jatropha a été présenté comme la culture idéale pour la production d'agrocarburants. Un tel engouement n'a pas manqué de soulever des questions quant aux qualités du jatropha. La ruée pour développer la production de jatropha à grande échelle et ses effets sur le long terme ont-ils été suffisamment étudiés ? Émerge également la crainte de voir cette monoculture ne résoudre ni les problèmes du changement climatique ni de la sécurité énergétique, pas plus que ceux liés à la pauvreté. Cette étude est destinée à combler ces lacunes en évaluant de manière approfondie les conséquences d'une production industrielle du jatropha au Mozambique, tout en prenant en compte les arguments qui plaident en faveur de sa culture.

Mythe no. 1:

Le jatropha pousse sans difficultés sur une terre pauvre et donne de bons rendements

Cette affirmation n'est vérifiée en aucune manière au Mozambique, ni dans la littérature qui est consacrée à la culture de jatropha, ni dans les reportages pas plus que dans les interviews de membres de communautés paysannes ou d'experts de divers horizons. La majeure partie du jatropha produite au Mozambique est cultivée sur des terres arables avec force engrais et pesticides. Malgré tout cela, sa croissance et ses rendements laissent à désirer.

L'un des arguments principaux concernant le potentiel supposé que représente le Mozambique pour la production de jatropha serait l'existence de vastes étendues de « terres arables et pauvres inutilisées ». Mais la plupart des experts estiment cette estimation très exagérées. De plus, sur le plan des ressources naturelles, il ne faut pas oublier que 70% du Mozambique est recouvert de forêts et de bois et que la plupart des projets d'agriculture industrielle vont se substituer à la végétation naturelle. Dans l'actuel contexte de réchauffement climatique au niveau mondial, la déforestation ne fait que renforcer cette tendance. C'est pourquoi la plantation de cultures telles que le jatropha au Mozambique, destinées à être transformées en agrocarburants, représente de fait une menace supplémentaire qui plombe les efforts visant à réduire les émissions de CO₂. L'exploitation industrielle de surfaces occupées par des terres soit disant « non utilisées » ainsi que des forêts, est par ailleurs extrêmement problématique : ces espaces sont en effet très importants pour la protection des nappes phréatiques, d'écosystèmes fragiles et de la biodiversité. Ils contribuent également de façon significative aux besoins alimentaires de base des habitants en leur fournissant protéines animales, fruits, bois de chauffe et matériaux de construction. Ces grandes étendues de terres sont essentielles pour les communautés rurales ; leur exploitation industrielle aurait des conséquences dramatiques pour leur survie.

Mythe no. 2:

Les plantations de jatropha n'ont pas besoin d'être irriguées et nécessitent peu d'entretien

Les faits montrent au contraire que l'irrigation des plantations de jatropha sont nécessaires au Mozambique, même dans les régions où les précipitations moyennes se situent entre 800 mm et 1400 mm/an. Dans la région au Sud du pays, où le niveau le plus bas de précipitations annuelles avoisine les 600mm, une irrigation constante était tout de même nécessaire. Même dans les zones recevant environ 800 mm de pluie par an, certains cultivateurs irriguent tout de même leurs cultures de jatropha pour obtenir un meilleur rendement. Dans l'une des régions dans laquelle nous nous sommes rendus, les paysans souffraient déjà de l'impact négatif engendré par une irrigation massive de monocultures intensives pratiquée par une société étrangère implantée dans cette zone.

Mythe no. 3:

Le jatropha résiste aux maladies et aux insectes nuisibles

Cette étude démontre au contraire à quel point le jatropha est vulnérable aux maladies, ainsi qu'aux problèmes liés à la prolifération de champignons et d'insectes nuisibles. Lorsque les plantes étaient durement atteintes, les plantes cessaient de produire des feuilles et ne laissaient aucune autre alternative aux paysans que celle de les arracher. Un recours massif aux engrais et aux pesticides n'a pas permis de résoudre le problème. Tout aussi préoccupant le fait que les insectes nuisibles présents dans les cultures de jatropha se répandent dans les cultures vivrières avoisinantes, une réalité confirmées aussi bien par les agriculteurs que par les experts agricoles que nous avons rencontrés. De plus amples recherches sont indispensables pour déterminer l'impact de la culture du jatropha sur les cultures vivrières et sur la sécurité alimentaire en général. Même un impact mineur doit être pris au sérieux dans l'actuel contexte de pénurie alimentaire, du manque de soutien à l'agriculture de subsistance et de la faiblesse du secteur agricole.

Mythe no 4:

Le jatropha ne constitue pas un risque pour la sécurité alimentaire, mais une opportunité de développement pour les cultures de subsistance

Au Mozambique, les cultures de jatropha se substituent clairement aux cultures vivrières. Dans la mesure où 87% des Mozambicains pratiquent une agriculture de subsistance et qu'ils produisent 75% de leur consommation, le plan visant à encourager la culture industrielle de jatropha suscite les plus vives inquiétudes. Un sentiment encore renforcé par la faiblesse des échanges entre les paysans, leur manque d'accès aux marchés, aux lieux de stockage, à la communication et à l'information. Dans ce contexte, il leur est donc particulièrement difficile de tirer profit de la culture de jatropha. Lorsque les prix des matières premières agricoles s'effondrent sur les marchés, les agriculteurs mozambicains qui pratiquent des cultures de rente paient un lourd tribut. Ceux qui pratiquent une culture de subsistance sont plus résistants aux fluctuations des prix dans la mesure où ils consomment un fort pourcentage de ce qu'ils consomment. Dans ce contexte, le passage à une culture de rente non consommable telle que le jatropha changerait profondément la donne.

Les autorités ont recouru à des décrets pour sensiblement modifier une loi foncière, visant initialement à protéger les droits fonciers des communautés rurales. La loi continue toutefois

à reconnaître l'importance du rôle joué par les responsables des communautés dans le domaine des droits fonciers, ainsi qu'en matière de prévention et de résolution des conflits au niveau local. La loi est toutefois contournée par les investisseurs et les agents gouvernementaux de façon à obtenir le consentement de membres de la communauté pour l'accès aux terres, sans que ladite communauté ne soit consultée. Lorsque celles-ci ont lieu, les consultations sont rarement transparentes et assorties de promesses fallacieuses. Ces abus sont rendus possibles par la faible connaissance de leurs droits qu'ont les communautés, ainsi que par l'absence de traductions des documents en langues locales. Lorsqu'un abus est signalé, la résolution des conflits demeure très délicate, les communautés manquant cruellement de ressources et d'informations concernant les procédures juridiques à suivre. Résultat : l'accaparement de nombreuses terres communautaires destinées à la culture industrielle de jatropha au Mozambique est plus que jamais d'actualité.

Conclusions et recommandations

Les promoteurs du jatropha propagent l'image d'une culture destinée à être transformée en agrocarburant n'ayant aucun impact négatif sur la sécurité alimentaire, mais pouvant rapporter des revenus supplémentaires aux cultivateurs et favoriser le développement rural. Cette étude a démontré que ces assertions sont au mieux fausses et au pire dangereuses. Cette enquête a sérieusement remis en cause l'affirmation selon laquelle le jatropha favorise un développement durable au Mozambique. Au niveau international, un nombre croissant de preuves ont été établies qui démontrent que le jatropha ne remplit pas les espoirs placés dans cette culture, et qu'il représente une véritable menace pour l'indépendance alimentaire et les revenus attendus en zone rurale. Ce rapport recommande que tout appui au développement des cultures de jatropha au Mozambique soit stoppé, jusqu'à ce que les problèmes majeurs engendrés pour les cultures de subsistance soient résolus et que les communautés parviennent à garantir leur sécurité alimentaire. La société civile du Mozambique était parvenue aux mêmes conclusions en 2008, ce qui avait débouché sur une déclaration et une série de recommandations à mettre en œuvre : priorité aux cultures vivrières, soutien accru aux cultures de subsistance ainsi qu'aux coopératives, garantie des droits ruraux, respect des droits fonciers des communautés et encouragements visant à favoriser une indépendance alimentaire.

Maputo, août 2009

Coordination : Justiça Ambiental (JA) et União Nacional de Camponeses (UNAC)

Rédigé par : Daniel Ribeiro et Nilza Matavel

Equipe de recherche : Anabela Lemos, Daniel Ribeiro, Diamantino Nhampossa, Leandro Marcos, et Nilza Matavel

Equipe de soutien : Arsénio Banze, Fredson Guilengue, Joshua Dimon, Rehana Dada, Sanda Janela et Sílvia Dolores

Photos : Daniel Ribeiro, Dino Ribeiro et Nilza Matavel

Publiée et financée par : Alliance Sud, Arbeitsgruppe Schweiz Kolumbien, Basler Appell gegen Gentechnologie, Bio Suisse, Pain pour le prochain, Caritas, Déclaration de Berne, Action de Carême, EPER, Kleinbauern-Vereinigung, Pro Natura, Reformierte Kirchen BE-JU-SO, SWISSAID, Terre des Hommes, Uniterre